

Version définitive 31/10/93

Bujumbura,
21 octobre,
et jours suivants

Mort de la DEMOCRATIE

Aujourd'hui, le 21 octobre 1993, nous nous sommes réveillés dans un silence total... Aucune voiture ne venait déposer des élèves, aucun élève n'arrivait à pied, aucun bus ne circulait. La nuit, on avait beaucoup tiré en ville. Comme nous sommes au Nord de Bujumbura (juste avant d'arriver aux cités de Kamenge et de Ngagara quand on vient de la ville), nous avons entendu les coups de feu et d'artillerie lourde de loin; mais tous nous avons entendu la nuit.

La radio ne disait rien, personne ne circulait, le téléphone était coupé. On était isolé du reste du monde et même du reste de la ville et du pays.

Toute la journée, nous avons attendu des informations; on suivait les informations sur toutes les radios (RFI, Rwanda, BBC, RVI etc...) et peu à peu on apprenait des bribes de ce qui semble s'être passé à Bujumbura. Peu à peu, nous nous sommes réalisés aussi l'extrême gravité des événements. Je vais essayer de dire ici ce qui me passe par la tête, ce que j'entends, ce que je vois.

Il est maintenant 17 h et la radio Burundaise n'a pas encore dit un mot. Toutes les émissions sont coupées. Par les radios étrangères, nous apprenons que "des putschistes ont pris le pouvoir à Bujumbura, ont renversé le Président élu Melchior Ndadaye, l'ont arrêté avec plusieurs de ses ministres"; nous voyons que des militaires circulent en ville. On entend ça et là des coups de feu mais c'est rare. La population reste terrée chez elle. Après, vers 17,30 h nous apprenons que les militaires de pratiquement toutes les unités occupent les points stratégiques de la ville; ils ont attaqué la nuit le palais présidentiel mais la garde présidentielle a résisté fermement (aucune nouvelle si des morts ou des blessés sont tombés là-bas). Les militaires ont attaqué aussi les bâtiments de la RTNB (Radio-Télévision Nationale Burundaise) et l'occupent. Nous apprenons peu après encore que Mme Ndadaye s'est réfugiée à l'Ambassade de France; que quelques ministres ont pu s'échapper au moment où on venait les arrêter (notamment selon des informations non-vérifiables, le ministre de l'Intérieur Melchior N, le ministre de la Communication J.M. Ngendahayo; le ministre des Affaires Etrangères (dont la femme a été assassinée à Ngagara); un ministre (celui de la Santé, Minani), est à Kigali et fait une déclaration sur la radio Rwandaise et par après parlera aussi à plusieurs reprises sur RFI. Le Ministre de la Communication aussi lancera un appel à la population via radio Rwanda. Il semble qu'il se cache à Bujumbura (dans une Ambassade ???). Les deux demandent à la population de manifester leur désaccord avec le putsch, font un appel pressant au pays amis de désavouer la destitution du Président légitimement élu le 1^{er} juin dernier; disent le grand danger dans lequel se trouvent les membres du gouvernement et d'autres personnalités, et en particulier le Président Ndadaye; expriment leur crainte d'arrestations et de massacres imminents. Dans la soirée, nous apprenons toujours par les radios étrangères que le Président Ndadaye et plusieurs de ses ministres auraient été exécutés dans la journée. L'information n'est pas vérifiable. On est cependant sûr qu'il est entre les mains des putschistes. La ville est morte... Seuls les véhicules militaires (jeeps, blindés légers, camions) circulent. De temps en temps nous voyons passer un véhicule civil mais Albert (Dilumbanzila) qui est allé faire un tour à pied, nous dit que presque tous ces véhicules transportent des militaires ou que ce sont des véhicules conduits par des civils mais qu'un militaire les accompagne. Pendant un certain temps, les lignes téléphoniques avec les cités proches (Mutanga Nord, Kamenge, Ngagara), ont fonctionné ce qui nous a permis de téléphoner avec quelques familles qui habitent proche de chez nous et aussi avec un membre du comité des parents (le matin entre 10 h et 12 h environ). Mais avec la ville et la Province, nous n'avons jamais eu de contact. Vers 19,30 h, la radio reprend ses émissions avec de la musique et à 20 h il y a le premier communiqué (en Kirundi et en Français). Ce même communiqué est répété toutes les demi-heures. Voici son contenu :

"Le 21 octobre 1993, de nuit, toutes les unités des forces de l'ordre et de la gendarmerie, se sont soulevées contre le pouvoir en place. Suite à cette situation, une crise grave s'est ouverte dans le pays. Un CONSEIL DE SALUT PUBLIC a été formé par des membres de tous les partis politiques, des présidents des Ligues des droits de l'homme, des représentants de la société civile, des représentants des forces de l'ordre. Dans leur première réunion, tenue cet après-midi, ils ont élu M. François Ngeze Président de ce Conseil (N.B. Fr. Ngeze était le Ministre de l'Intérieur du gouvernement Sibomana sous le Prés. Buyoya depuis février 92 jusqu'au 10 juillet 93 au moment de l'investiture du Prés Ndadaye). Les premières mesures que ce conseil vient de prendre sont les suivantes:

- couvre-feu sur toute l'étendue de la République de 18 h à 6 h.
- interdiction de circuler d'une commune à l'autre.
- interdiction de former des rassemblements de plus de trois personnes.
- fermeture des frontières
- fermeture du port et de l'aéroport de Bujumbura à tout trafic
- appel au calme et à la responsabilité de chaque citoyen
- menace de sanctions sévères à l'endroit de ceux qui ne respectent pas les consignes.
- transfert de l'autorité vers les militaires en Province (le Commandant de district est responsable de l'ordre et de la tranquillité dans la Province de son ressort)
- appel aux pays amis et à tous les citoyens d'aider le Burundi à surmonter la crise.
- promesse aux étrangers que "des mesures ont été prises pour leur protection, dans leurs personnes comme dans leur biens."
- Appel au calme et promesse que la crise sera gérée dans l'intérêt de tous les Burundais.

Peu après, un second communiqué convoque les évêques et les représentants des confessions religieuses à une réunion qui doit se tenir le vendredi 22/10/93 à 15 h au palais de Kigobe. Le communiqué précise que les forces de l'ordre doivent tout faire pour faciliter le passage de ces personnalités.

22 h

Nous venons d'écouter les nouvelles de RFI, de RVI. RFI fait de larges commentaires sur la situation et présente le putsch comme émanant des militaires. Il semble, selon leurs informateurs, que l'on parle beaucoup du Chef d'Etat Major Bikomagu récemment nommé par le Prés. Ndadaye et reconnu par tous pour sa compétence, de l'ancien Président Bagaza et de l'ex-Ministre Mbonimpa (Affaires étrangères, arrêté après une tentative de putsch contre le Président Buyoya en mars 92, relâché grâce à l'amnistie générale accordée par le Président. Ndadaye au début de son mandat). Mais dans les communiqués officiels donc, il n'y a qu'un seul nom qui a été cité, celui de François Ngeze. RFI fait aussi état des bruits qui circulent (radio Rwanda) comme quoi le Président Ndadaye aurait été exécuté avec plusieurs de ses ministres. Cette information sera reprise par Radio Nederland à 23 h (presque comme une certitude). La Belgique et la Hollande ont interviewé aussi le Professeur Reyntjens pour comprendre le background de ce qui se passe maintenant. RVI téléphone aussi avec un correspondant à Nairobi mais celui-ci ne connaît même pas encore le communiqué que la RTNB diffuse depuis 20 h. On fait donc des suppositions et on raconte la genèse de la crise.

Vendredi 22 octobre 93 ; 10 h.

La RTNB diffuse de la musique et toutes les demi-heures, ils passent les deux communiqués que l'on connaît depuis la veille. La nuit a été très calme. Seulement dans la soirée, un ou deux coups de feu ont été entendus mais la nuit : rien. Les soldats circulent comme la veille. Sur la route qui monte vers une nouvelle cité en construction derrière le Lycée, il passe régulièrement des jeeps et des camions de militaires qui circulent apparemment dans toute la ville. Aux croisements (Ngagara, Nyakabiga etc.) il y a des contrôles. La ville est calme, presque morte.

Les radios étrangères parlent tous du "putsch militaire" au Burundi, constatent que toutes les communications avec le Burundi sont coupées (depuis hier il n'y pas moyen de téléphoner à Bujumbura comme je l'ai déjà dit plus haut).

Ces mêmes radios disent que la France, la Communauté Européenne, les Etats-Unis et l'Allemagne désapprouvent de la manière la plus ferme cette interruption brutale d'un processus démocratique en cours et réussi jusque maintenant. Ils ne voient aucune justification à la mise à l'écart d'un Chef d'Etat légitimement élu par une grande majorité de la population. Ils font le procès de l'armée Burundaise mono-ethnique et privilégiée qui ne veut pas accepter le changement et la démocratie. Ils reprennent à leur compte des informations et des commentaires de radio Rwanda qui voit dans ce coup un danger pour son propre processus de réconciliation nationale après la signature des accords d'Arusha en août dernier.

La France, les Etats-Unis et l'Allemagne suspendent leur coopération et menacent de la rompre totalement et immédiatement si "la démocratie n'est pas restaurée rapidement au Burundi et si le Président Ndadaye n'est pas rétabli dans ses droits constitutionnels" ... mais en même temps ils font encore état des rumeurs persistantes de l'exécution du Président Ndadaye et

de plusieurs de ses collaborateurs (on cite maintenant aussi p.ex. le nom de Pontien Karibwami, le Président du Parlement et deuxième personnage de la République) . Depuis le début de la crise hier matin, pas un mot sur le Premier Ministre Madame Sylvie Kinigi.

Les quelques personnes que nous avons contactées (amis qui habitent proche d'ici) nous disent tous que les gens ont peur, qu'ils ne bougent pas de chez eux. Dans beaucoup de familles aussi les femmes et les enfants n'ont pas dormi à la maison (nous en avons logé une quinzaine p.ex. cette nuit). Bref, les gens sont traumatisés, ils craignent la répression d'une armée par trop connue pour ses répressions sévères dans le passé.

19 h

Il faut bien se rendre à l'évidence... Je pense que le Président Ndadaye et tous ses collaborateurs qu'on a pu attraper ont été tués. J'ai vu P.N. cet après-midi. Lui aussi en est convaincu. Il semble que quelques ministres ont pu échapper. QUI ? Et pour combien de temps car nous apprenons qu'une véritable chasse à l'homme s'est organisée à travers Bujumbura. Les militaires cherchent à exterminer "toute l'équipe de Ndadaye" et ils s'organisent pour le faire... Personne ne sait jusque maintenant qui est le cerveau de l'affaire, qui dirige, qui donne les ordres. Même les Ambassades ne savent pas semble-t-il. On me dit que des personnes se sont réfugiés à l'Ambassade de France et à l'Ambassade des Etats-Unis. Pour les autres, je ne sais pas, mais la même personne dit que, même si on se réfugie à une Ambassade Africaine, les militaires sont capables d'y entrer et de prendre les réfugiés.

Dans les cités, les gens sont dehors et la colère monte. On demande des comptes aux putschistes. A Nyakabiga et à Kamenge il y a des attroupements malgré l'ordre de ne pas faire des rassemblements. Lors d'une manifestation de cette forme, les soldats ont quand-même tiré. J'ai connaissance d'un mort à Nyakabiga et d'un blessé et aussi de trois morts à Kamenge. Un cadavre a été trouvé en face de la route qui longe Nyakabiga, non loin du chantier BEPE. Tous nous craignons une guerre civile et des massacres généralisés; car les gens n'ont plus peur, du moins c'est l'impression que l'on a. Qui va pouvoir gérer une situation explosive d'une telle ampleur ?

On dit que Ngeze aurait été pris de force dans le CONSEIL DE SALUT; qu'on aurait demandé aussi à d'autres d'y entrer mais qu'ils auraient refusé...

A ce moment-ci, je ne sais pas si la réunion avec les représentants des confessions religieuses a eu lieu. Nous avons vu un hélicoptère circuler vers 16 h au dessus de la ville et de Ndagara (Kigobe). Personne ne comprend pourquoi cette réunion a été convoquée. Je fais l'hypothèse que des personnalités ont été tuées par des militaires et que l'on ne sait pas comment le dire à la population. On demanderait aux représentants des confessions religieuses d'appeler la population à garder son calme et on va les informer de la situation actuelle. Mais logiquement ils doivent demander ce qui est arrivé au Président et aux ministres. Ce sera l'heure de vérité. Est-ce que les évêques vont accepter de parler au risque de se rendre complices aux yeux de la population ? Je ne suis donc pas sûr qu'ils ont été à la réunion. Ce soir vers 18 h la télévision a repris ses émissions : musique et dessins animés. Peut-être verrons-nous des déclarations du Conseil. Nous avons vraiment l'impression de vivre un cauchemar et je vois personnellement la catastrophe arriver et je ne sais que faire. Je vois des visages de gens qui ont déjà beaucoup souffert et qui vont encore être maltraités. Je vois les réfugiés Rwandais qui ont très peur que la population se vengera sur eux. Je vois des gens du FRODEBU et d'autres partis qui ont vécu déjà tant d'années comme réfugiés et qui voient leurs rêves brisés et leurs amis et leaders assassinés. Je vois des innocents qui vont se faire prendre dans la marée de violence qui va se déchaîner et je vois alors les images de l'Angola, de la Somalie, du Libéria, du Rwanda en février dernier... Et je vois l'avenir de ce pays grevement menacé et l'Afrique une fois de plus bafouée ! Et je vois les dictateurs qui se frottent les mains et qui trouveront prétexte à renforcer encore la terreur. Quel gâchis; quelle catastrophe. Et je revois l'investiture du Président Ndadaye et l'accolade qu'il échangea avec son prédécesseur P. Buyoya ... Celui-ci aussi doit pleurer maintenant. Pourtant je crois qu'il a vu juste et qu'il a été honnête et droit dans sa façon de mener le pays aux élections et à la démocratie. Quelle démocratie maintenant ??? On recule de 30 ans ou plus... sauf que le monde entre-temps évolue et que l'histoire ne s'arrête pas et que le retard ne sera peut-être jamais rattrapé.

Et la haine qui est réveillée dans le coeur des gens et qui compromet toute la longue démarche entreprise par beaucoup d'hommes de bonne volonté ici au Burundi, pour construire un nouvel avenir

samedi le 23/10/93 11 h

Hier soir, vers 21,30 h, on a eu enfin une déclaration de M. Fr Ngeze à la radio et à la télévision. Voici en substance le contenu de cette déclaration :

Comme vous le savez, les événements tragiques qui se sont passés le jeudi 21 octobre dans la nuit ont provoqué dans le pays une crise grave. Des unités de l'armée et de la gendarmerie se sont soulevées contre le pouvoir en place. De ce fait, les institutions constitutionnelles sont paralysées et dans l'incapacité de fonctionner. Devant cette situation, nous avons été sollicité et nous avons accepté après mûre réflexion, d'essayer d'aider de sortir le pays de la crise dans laquelle il se trouve. Qu'on nous comprenne bien : nous n'avons pas accepté à cause de la soif du pouvoir ou pour des avantages matériels. En vrai Mushingantaha, nous nous sommes sentis interpellés et nous ne pouvions pas nous dérober devant cette responsabilité dans la situation grave qui se pose aujourd'hui. Nous ne pouvons cautionner cette tentative de prise de pouvoir par la force alors qu'il y a des institutions démocratiques mises en place. Nous lançons donc un appel pressant à tous les Burundais de garder leur calme. La vie est sacrée et il faut la respecter en toute circonstance. Nous lançons un appel pressant aux pays amis et particulièrement aux pays voisins de nous aider à sortir de cette crise. Nous ne tolérerons pas que le chaos et le désordre s'installent au Burundi.

Cette déclaration est répétée à peu près toutes les demi-heures sur la radio depuis ce matin 6 h.

Que penser maintenant ? Que se passe-t-il ?

- La nuit a été calme mais il semble maintenant que tout le monde comprend que le Président et ses principaux collaborateurs ont été tués. D'où la fureur des masses. Jusque maintenant elle n'a pas encore éclatée mais on vient de me dire que des rassemblements importants se forment à Kamenge, à Nyakabiga et que les gens sont décidés de marcher sur la ville.... Pour faire QUOI ? Ils vont s'attaquer à qui ?

- Dans l'ensemble de la ville, c'est encore le calme. Par contre, selon les radios étrangères que tous, nous écoutons, il y a des affrontements ethniques qui se sont déclarés à l'intérieur. De toutes les communes frontalières avec le Rwanda, les gens fuient vers ce pays. Selon le responsable du HCR-Kigali il y aurait déjà environ 35.000 personnes qui ont traversé la frontière : des femmes et des enfants. Les hommes viennent conduire les familles à la frontière, puis s'en retournent chez eux. Environ 1000 personnes seraient arrivées à Butare. Le gouvernement Rwandais (par la voix du Premier Ministre qui a parlé sur RFI hier soir à 20,30 h) pense que d'ici peu, plus de 100.000 personnes fuiront vers le Rwanda. Elle disait que pour le moment la situation dans le pays est très difficile à cause d'une famine qui s'annonce (sécheresse !) et de 400.000 déplacés de guerre qui ne sont pas encore rentrés chez eux. Elle demande donc une assistance internationale. Il y a aussi des mouvements de réfugiés vers la Tanzanie (à partir des communes du Sud) et vers le Zaïre (dans la plaine : environ 600 à 1000 personnes auraient déjà traversé)

- Certains représentants des partis politiques Burundais ont organisé une conférence de presse à Bruxelles et demandent d'urgence des observateurs étrangers neutres et une assistance (même militaire) sans quoi ils prédisent une guerre civile atroce et des affrontements inter-ethniques terribles les jours prochains.

- Selon des hypothèses de plus en plus certaines maintenant, ce sont des groupes militaires subalternes qui se seraient révoltés dans la nuit de mercredi à jeudi. Ils auraient attaqué le palais présidentiel. Selon certaines rumeurs, des officiers supérieurs auraient tenté de sauver le Président Ndadaye en l'amenant au camp Muha mais là ils se sont fait attaquer à leur tour par la troupe qui a exigé qu'on leur livre Ndadaye. Il aurait été tué donc dans la nuit ou dans la matinée de jeudi. Entre-temps des groupes de soldats ont sillonné la ville pour arrêter tous les membres du gouvernement, les parlementaires Frodebu etc... Plusieurs auraient péri, d'autres ont pu s'échapper. On ne sait pas avec précision qui est mort, qui se cache et où. Les hauts gradés de l'armée auraient fait appel à plusieurs personnes influentes pour former le Conseil de Salut Public. Fr Ngeze a donc accepté. Mais jusque maintenant on ne connaît aucun autre nom. Il semble que les noms cités hier (Bagaza et Mbonimpa) ne sont pas mêlés à l'affaire. En fait on ne sait rien... Il y a manifestement un vide de pouvoir et on ne voit pas qui va pouvoir gérer cette situation. On dit que le Chef d'Etat Major n'a pas été mêlé au coup, qu'il a au contraire

essayé de protéger Ndadaye et que c'est lui qui aurait demandé la protection à l'Ambassade de France pour Mme Ndadaye et ses enfants.

Nous apprenons qu'à Kigali, le Ministre de la Santé, Minani, a formé un "Comité" de patriotes pour s'opposer au Conseil de Salut Public.

Et encore ceci : les Ambassades (en tous cas celle de la Belgique) donnent des instructions d'être prudent, de rester chez soi et de circuler le moins possible.

Les communications sont toujours coupées avec l'étranger et avec la ville. Depuis ce matin, nous pouvons téléphoner avec les zones les plus proches (Ngagara, Kamenge) mais pas avec le Centre de la Ville où les autres cités.

Nous ne savons pas si la réunion avec les représentants des religions a eu lieu hier après-midi. Deux personnes m'ont dit qu'elle n'a pas eu lieu.

Depuis midi les communications sont rétablies avec la ville. Nous pouvons enfin téléphoner...

Dimanche 24/10/93 19 h

Depuis hier, il y a eu beaucoup de choses...

D'abord la situation en ville et dans le pays selon ce que l'on peut savoir à partir de ce que l'on voit pour la ville ; le reste (intérieur) ce sont des rumeurs.

En ville hier soir et déjà depuis l'après-midi, les gens sont convaincus que le Président est mort. Ils sont furieux, découragés, vidés, ne savent quelle forme donner à leur déception et leur chagrin... Beaucoup de personnalités du Frodebu et même des gens qui ont combattu pour le Frodebu mais qui ne sont pas des véritables chefs se cachent. Des barrages sont faits sur les routes qui mènent dans les collines ; par ex. au dessus de Kiriri. Les gens ne veulent pas laisser passer des militaires. Dans les cités, Kamenge, Kinama, Mutakura et selon ce que l'on dit aussi à Musaga et Jabe-Bviza, les gens sont sur la rue. Ils ne tiennent pas compte des instructions. Hier soir vers 17,30 on menaçait les Tuutsi à Kamenge ce qui fait que la plupart des familles ont cherché refuge en ville et à Ngagara. Il m'a été dit que les soldats ont tiré quelques coups à Kamenge et à Kinama. Ce dont je suis sûr, c'est que ce matin il y avait deux cadavres près du marché de Kinama. Il y a des bandes de pillards qui inquiètent beaucoup les gens à Cibitoke, Kamenge etc... Un ami a été averti que sa maison serait visité ce soir. Mais jusque maintenant, il n'y a pas de violences graves en ville et dans les cités. A Nyakabiga, tout est calme m'a-t-on téléphoné. A Musaga, ce soir vers 17,30 h tout le monde était sur la rue mais dans le calme. Il est manifeste que les gens sont désespérés, inquiets, peut-être comprennent-ils aussi que la vengeance ne sert à rien, que ce n'est pas le moment... qu'on a dépassé ce stade, que c'est le Burundi en tant que Nation qui est plongé dans la détresse, pas seulement tel ou tel groupe.

A l'intérieur, on ne sait pas ce qui se passe. Par bribes on entend des choses effrayantes mais on n'a pas la possibilité de vérifier. On aurait tué 70 élèves à Kibimba (source ; la déclaration du Min. J.M. Ngendahayo à RFI) ; à Gitega, il y aurait des massacres ; à Kayanza et à Kiremba, il y aurait des exactions et des lueries par la troupe. Les réfugiés qui arrivent au Rwanda font état de massacres. Le Ministre Minani qui est à Kigali et qui vient de former un "gouvernement en exil" parle même de génocide. Radio Rwanda fait des commentaires très agressifs envers les putschistes et envers l'Armée Burundaise en général.

A la TV, dans la soirée de samedi, il y a eu une interview avec Ngeze, une déclaration du Chef d'Etat Major Bikomagu et une déclaration de Mgr Bududira au nom d'un groupe de gens que je précise par après.

a) Ngeze : (interrogation par un journaliste de la RTNB) J'ai été demandé pour aider à sauver le pays du chaos. En vrai Mushingantahe, je ne pouvais me dérober. Dans la nuit du mercredi au jeudi, il y a eu des choses graves. On m'a contacté dans la matinée. J'ai accepté et je cherche maintenant avec les militaires comment sauver le pays dans l'intérêt de tous les Burundi. Sur la question du sort du Président Ndadaye, il répond que cela n'était pas d'abord sa première préoccupation (sic !) ; qu'il y avait deux problèmes importants : comment rétablir l'ordre parmi les troupes ; comment rentrer dans la légalité constitutionnelle. Il a bon espoir que les deux objectifs pourront être atteints rapidement ; qu'il s'y attelle avec énergie ensemble avec l'Etat Major de l'Armée. Il reconnaît que la situation est grave. Il dit qu'il est en "contact" avec les putschistes et qu'il va essayer de les faire rentrer dans la légalité... Il dit aussi que les putschistes demandent l'amnistie...

b) Le Chef d'Etat Major Bikomogu : Il nie avoir trempé dans le putsch. Il a été averti dans la nuit de ce qui se passait mais il est arrivé trop tard pour sauver la situation. Il reconnaît que des unités de l'armée se sont soulevées et que des choses graves se sont passées. Il accepte maintenant de servir le pays et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour faire régner l'ordre et la tranquillité et pour restaurer la démocratie. Il dit savoir que les putschistes posent comme condition de reddition l'amnistie.

c) Mgr Bududira : parle au nom des Eglises (catholique, protestante, methodiste, anglicane), des partis politiques (Uprons, Anadde, PRP, PL, Parti des Travailleurs etc... NB: on remarque l'absence du Frodebu, du PP et du RPB), de la société civile (e. a La Chambre de Commerce, les Avocats Catholiques, des individus), des Ligues des Droits de l'Homme (Sonera et Iteka) : Nous avons appris avec consternation ce qui s'est passé dans la nuit du mercredi à jeudi. Nous ne pouvons accepter de tels actes et nous les désapprouvons de la manière la plus ferme. Nous voulons sauver le pays. Nous demandons au putschistes de nous révéler ce qui est arrivé au Président et à ses collaborateurs. Nous allons nous employer à essayer de trouver une solution au conflit et de sauver le pays.

Ce dimanche après-midi, la TV donnait des films, du sport etc... Pas de nouvelles.

Le Ministre Nyangoma (Fonction Publique, Travail et Réfugiés) a fait une déclaration à partir de sa cachette à Bujumbura via Radio Rwanda. Il donne des noms de ceux qui sont dans le complot... Des chefs de l'armée, Ngeze, etc... (il donne une vingtaine de noms je crois) Mais il ne signale pas Bagaza ni Mbonimpa. A noter que les "putschistes" du 2 juillet sont libérés (Busokoza, Nigaba etc..) et qu'au moins l'un d'entre eux était avec Ngeze et le Chef d'Etat Major hier à la réunion des représentants des confessions religieuses. Cette réunion a donc eu lieu. Du côté catholique seuls Bududira et le Nonce sont alliés. On m'a dit qu'avant cela (donc vendredi sans doute vers 14 h), Ngeze et l'Etat Major auraient rencontré quelques Ambassadeurs de pays occidentaux (avec le Nonce aussi je pense). Ils ont "expliqué" la situation mais personne ne les croit. C'est d'ailleurs après ce contact que la Belgique vient aussi d'annoncer officiellement la suspension de sa coopération (après les USA, l'Allemagne la CEE ; la France suivra peu après, samedi soir).

Dernier point pour samedi soir : la TV a annoncé qu'ils allaient aussi diffuser une communication du gouvernement mais que "leurs reporters n'étaient pas encore de retour" (sic !) il est à ce moment 22 h.

C'est cette phrase sans doute qui fera dire à RFI ce dimanche qu'on attendait une communication de Mme Kinigi. Entre-temps, il semble sûr qu'elle soit vivante et cachée...

Lundi le 25/10/94 10 h

Nous n'avons pas appris que des massacres ou d'autres violences se passent à Bujumbura même. A Kamenge, selon un témoin oculaire, dans la soirée et dans la nuit, on a pillé les maisons des Tuutsi. Tous d'ailleurs sont partis de là. Il me disait : "à Kamenge, il n'y a plus de Tuutsi; toutes les maisons sont vides". Je n'ai encore rien appris des autres cités.

Durant la journée de dimanche, les nouvelles se sont confirmées : on connaît le sort du Président : il a été tué dans le camp para-commando tout près de la ville le premier jour du putsch vers 10 h du matin. Le Ministre de la Communication, J.M. Ngendahayo, a donné des détails via RFI (à 10 h, à 14,30 et le soir ; à la BBC aussi ; je pense que ces informations ont été reprises par les autres radios étrangères).

D'abord, un point de la situation. Le plus grand doute subsiste sur la responsabilité du coup. Qui sont les commanditaires ? Quelles unités ont perpétré les forfaits ? Dans quelles circonstances ? Pourquoi ?

En fait, la grande majorité des gens croient que les putschistes tiennent le radio et que tous ceux qui parlent là ont plus ou moins trempé dans l'affaire. Ce lundi matin déjà, le bruit circulait que Ngeze aurait été évacué vers l'Ouganda... Les membres du gouvernement réfugiés dans les ambassades refusent de négocier avec les putschistes. La "communication" du gouvernement légal qui aurait dû être diffusée sur le RTNB n'a pas passé, car, selon les dires du porte parole militaire (conférence de presse de 45 min hier soir), le gouvernement ne veut pas parler sur une radio tenue par des putschistes. Ils ont donc fait savoir qu'ils diffuseraient une

communication via Radio Rwanda. Plus tard dans la journée, nous apprenons que le "Conseil pour le Salut" n'existe plus... A-t-il jamais existé ?

Dans tout le pays ou presque, des massacres se produisent entre ethnies et entre tenants de partis politiques. Confirmation de cela par plusieurs témoins : des réfugiés qui arrivent au Rwanda ; les premiers reporters qui arrivent dans le Sud du Rwanda et dont certains ont déjà pu traverser vers le Burundi ; un médecin de la Croix Rouge qui a survolé une grande partie du territoire dans la journée du dimanche et qui parle de colonnes de réfugiés qui se dirigent vers le Nord (Rwanda) ou l'Est (Tanzanie), de dizaines et même de centaines de maisons et de fermes en feu ou brûlées ; scènes de batailles à la machette entre paysans ; il témoigne avoir volé presque 15 min dans la fumée sur la région de Karusi ; il dit avoir passé par Kibimba où il a compté 25 cadavres dans une classe brûlée. Tout cela a été reconnu en termes généraux par le porte-parole militaire hier soir. Partout on dresse des barrages sur les routes et les pistes qui mènent dans les collines pour empêcher les soldats d'aller vers l'intérieur. Un pont a été coupé sur la route de Gitega. Les militaires ont d'ailleurs de plus en plus peur, semble-t-il, car leurs familles sont regroupées dans des lieux sûrs, ce qui augmente encore la peur des Hutu qui disent que c'est un signe précurseur d'un massacre imminent... La population se défend donc mais en même temps règle ses comptes avec les Tutsi qu'ils tiennent pour responsables de l'assassinat du Président et de la situation tragique de maintenant.

On ne voit pas pour le moment comment arrêter une telle catastrophe.

Notons qu'à Bujumbura même, la situation est différente. Des jeunes (environ 1000) ont manifesté hier matin dans la dignité et la calme portant des portraits de Ndadaye. Ils demandent aussi sa dépouille mortelle pour lui faire des obsèques dignes.

Personnellement, je pense qu'il faut d'urgence ouvrir le pays pour que des étrangers puissent venir, non pas pour rétablir l'ordre, mais pour témoigner ; que des observateurs sillonnent le pays ; cela peut inciter la population au calme et à la raison. Cela permettrait aussi aux gens de circuler, aux enfants qui sont dans les écoles à l'intérieur de rentrer chez eux, de s'approvisionner. Les blocages entre les communes favorisent l'isolement et donc les règlements de compte sans témoins ! J'ai demandé au journaliste de DS (Belgique) de faire pression auprès de l'opinion et du gouvernement belge sur ce point.

Revenons maintenant sur les communications de MM. Nyangoma (Radio Rwanda) et JM Ngendashayo (RFI).

M. Nyangoma accuse l'armée du putsch ; il dit qu'il faut dissoudre l'armée et que des forces étrangères doivent d'urgence venir pour s'interposer. Il ne veut pas traiter avec les putschistes (négocier quoi ?). Il donne une longue liste de militaires et de civils qui sont les responsables du coup d'Etat.

M. Ngendashayo donne des précisions sur la mort du Président Ndadaye. Durant l'attaque de la Présidence, on a pu évacuer le Président et sa famille. Sa famille a été déposée (après ou avant la mort du Président ?) à l'Ambassade de France. Le Président a été froidement abattu au Camp Para-Commando vers 10 h du matin le jeudi. Ngendashayo et Nyangoma étaient ensemble dans une cachette. Ils ont contacté le Chef d'Etat Major pour signaler où ils étaient ; mais tout de suite après ils ont eu connaissance de la mort du Président ; ils se sont donc déplacés tout de suite et peu de temps après, des militaires sont venus dans leur première cachette pour les chercher. Ce qui pour Ngendashayo est une preuve suffisante de la complicité du Chef d'Etat Major dans le Putsch. Depuis il reste réfugié dans "une ambassade occidentale". Il donne aussi des noms de personnages qui ont été exécutés par les putschistes : P. Karibwami, Président du Parlement ; Le vice-Président du Parlement Gilles Bimazubute ; le Ministre de l'Administration territoriale Juvénal Ndayikeza et l'Administrateur Général de la Documentation Richard Ndikumwami. M. Ngendashayo affirme que M. Ngeze et le Chef d'Etat Major sont complices des putschistes. Il affirme avoir des preuves que M. Ngeze était dans le camp para-commando dès trois heures du matin... Il dit que Bagaza et Mbonimpa n'ont probablement rien à voir avec le putsch. Le pouvoir civil (réfugié dans les Ambassades) ou le pouvoir militaire n'ont absolument pas la situation en main. Il y a un vide du pouvoir et cela est très inquiétant et très grave.

Hier après-midi et hier soir, les responsables de la Croix Rouge et du HCR ont parlé aussi sur RFI à partir de Kigali et de Bujumbura pour signaler la gravité de la situation : on prévoit d'ici quelques jours 300.000 réfugiés dans le Sud du Rwanda.

Des équipes de MSF Belgique et Hollande de la CR belge et Rwandaise sont déjà sur place mais ils n'ont pas pour le moment les moyens de secourir les gens. Ils espèrent que très vite les équipements, la nourriture et les médicaments arriveront. Il y a cependant un très grand

problème au Rwanda : on vient de connaître une situation dramatique là-bas depuis le mois de février : 800.000 déplacés dans le pays. Ces gens-là maintenant rentrent chez eux mais il en reste encore 400.000 qui ne sont pas réinstallés...

Résumé de l'interview avec le Lt-G J.-B Baradagwe (RTNB 21 h) (Journalistes : Innocent Muhozi et Salvator Mvuyekure)

Q. : le film des événements ?

R. : Il est trop tôt pour dire quelque chose. Nous avons assisté à une catastrophe et nous sommes encore tous dans la phase de la torpeur. Quelques unités ont attaqué le palais. La garde présidentielle s'est opposé farouchement. Ils ont pu évacuer le président dans une auto blindée. Ils ont été poursuivis et ils n'ont pas pu se diriger là où on leur a dit d'aller, à savoir l'Ambassade de Belgique. Ils se sont dirigés vers une unité qui semblait resté fidèle, à savoir le 2^e bataillon qui gardait le Président de la République. Après les mutins se sont emparés des personnes. Il y a eu des tentatives pour sauver des personnes qui ont été principalement le fait du Chef d'Etat Major. Il a pu sauver certaines personnes dont la famille du Président Ndadaye. Après les choses se sont aggravées. Les officiers ont été coupés de la troupe et ont été enfermés dans le mess des officiers. Ce n'est qu'après 10 h que les mutins ont accepté de recevoir une délégation des officiers pour négocier. En fait il n'y avait rien à négocier. Il leur a été imposé des conditions. Ils ont accepté pour sauver le pays, de s'employer à remettre de l'ordre dans la troupe et dans le pays. Ils ont demandé à M. Ngeze de participer aux négociations parce qu'ils ont compris jusqu'où les mutins étaient allés dans la catastrophe. Plus tard l'Etat Major s'est organisé pour rétablir l'ordre. Le Lt-C condamne fermement les agissements de Radio Rwanda qui incite les gens à l'extermination mutuelle.

Q. (journaliste I.M) : Malheureusement, nous n'avons d'autres sources que les radios étrangères. Est-ce que les informations données par Radio Rwanda sur le sort du Président et de quelques autres membres du gouvernement sont vraies. En d'autres mots, est-ce que ces personnes sont réellement décédées ?

R. : Il est très délicat de répondre à cette question car nous gérons une crise très grave. Il faut d'abord établir un bilan des pertes en vies humaines etc... Nous n'en sommes pas encore là. Ensuite la réponse précise à la question suppose d'autres éléments de la crise qu'il faut pouvoir gérer.

Q. (I.M.) On accuse le Chef d'Etat Major d'être mêlé au putsch. On accuse des personnalités civiles et militaires (p.ex. le Président de l'Uprons, d'autres personnalités de l'Uprons). Vous semblez dire autre chose. Qu'en est-il ?

R. : Nous sommes surpris. Des noms sont cités sans enquête... Cela est une méthodologie perverse... Cela va peut-être compromettre la gestion future de la crise. Je pense que certains membres du Gouvernement essaient de diviser l'armée (nous en avons les preuves). Par ailleurs il est clair que, à l'occasion de cette crise, certains membres du Gouvernement veulent profiter de la situation pour régler des comptes. Comment des membres du Gouvernement réfugiés dans des Ambassades ont pu faire des enquêtes et indiquer "correctement" les coupables ? S'ils sont si bien outillés pour le renseignement, pourquoi n'ont-ils pas pu prévenir la crise. Pour preuve, je vous donne lecture d'un "tract" qui circule parmi les soldats et les officiers et qui nous a été remis par une mission diplomatique. Ce tract serait un appel du ministre de la Défense Ch. Ntakiye aux officiers fidèles pour ce réfugier dans les ambassades. Il y est dit notamment qu'il faut s'opposer à la clique de l'axe Ijenda-Yyanda-Matana-Bururi anti-démocratique qui n'a aucune chance de réussir face à la colère de la population qui se manifeste déjà. Pour nous, il est clair que ce sont des tentatives de démantèlement de l'armée. On veut faire imploser l'armée. Quand on compare maintenant le contenu de ce tract avec les noms révélés par M. Nyangoma, on se rend compte que tous les militaires signalés sont originaires de ces régions. Il est donc clair qu'il y a là tentative de division de l'armée. Que ceux qui écrivent de telles choses ou propagent des noms soient bien conscients de leur responsabilité dans la détérioration de la situation.

Q. Est-ce que l'armée finalement n'est pas responsable de la situation ? Est-ce que le Chef d'Etat Major est dans le coup ?

R. : Il n'y a pas eu d'enquête ni pour inculper, ni pour disculper quelqu'un. Quand à la culpabilité de l'armée, il ne faut pas nier l'évidence : nous avons déjà dit que des unités des forces armées ont commis un forfait grave ! Par ailleurs, il faut savoir aussi qu'il y a des soldats qui ont défendu les institutions, qu'il y en a qui sont morts dans cette bataille. Je pense aussi qu'il y a eu un problème de gestion de l'armée durant les jours et les mois qui ont précédé

la crise. Tout cela, il faut l'examiner par après. C'est un problème très délicat. Quant au comportement du Chef d'Etat Major, je pense qu'il n'est pas possible honnêtement de l'accuser de complicité quand on voit tout ce qu'il a fait pour sauver des vies humaines dans la nuit de mercredi à jeudi et durant la journée de jeudi.

Q. Est-ce que vous pensez que la situation est maîtrisable? Que faut-il faire pour maîtriser la situation?

R. : Je reconnais que la situation est grave. Dans une grande partie du territoire des massacres sont perpétrés. Pas seulement inter-ethniques mais aussi entre gens de partis politiques différents. Nous demandons avec insistance que tous les organismes (religieux, humanitaires etc... partis politiques) lancent des appels pressants aux gens pour arrêter les massacres.

Hier soir, il était prévu une déclaration du gouvernement mais finalement ils ont refusé de parler sur une radio tenue par les putschistes. Chaque minute que nous perdons ainsi en tergiversations risque de coûter la vie à des milliers de personnes.

Les politiciens doivent immédiatement prendre la gestion politique de l'armée.

Le problème de la réforme de l'armée peut être posé après.

L'armée a fait la déclaration qu'on attendait d'elle. Des troupes étrangères ne résoudre pas les problèmes.

Q. : Et est-ce que vous ne pensez pas que le gouvernement a perdu la confiance en l'armée après ce qui vient de se passer.

Le gouvernement doit d'abord comprendre que cette armée, qu'elle soit bonne ou mauvaise, est son armée.

Il faut qu'on comprenne vite que maintenant il faut trouver une solution.

Q. : Mais le putsch a eu des causes. Si on ne supprime pas les causes, et que le gouvernement va collaborer avec l'armée, les mêmes causes vont engendrer les mêmes effets... Donc je comprends que les membres du gouvernement ont peur.

R. : On ne connaît pas les causes profondes du malaise de l'armée. Il faudra faire des enquêtes approfondies sur le malaise qui a débouché sur la catastrophe...

Q. : Qu'est-ce qui bloque ?

R. : On tergiverse, on piétine. Les conditions imposées à l'armée ont été exécutées (sécurité etc...) . Il faut maintenant que le gouvernement reprenne le commandement de l'armée. Tous nous devons aider à remettre le train sur les rails.

Q. : Vous demandez des messages clairs. Voulez-vous des messages du type que le ministre Nyangoma a adressé à la population.

R. : Pensez-vous que ce message est apaisant. Quand le ministre Nyangoma dit qu'il faut dissoudre l'armée, pensez-vous que cela peut apaiser les esprits à l'intérieur de l'armée ?

Ce matin encore mêmes nouvelles sur BBC et sur RFI qui a maintenant son correspondant à Bujumbura.

Mardi le 26/10/93 10 h

L'explosion de violence qu'on craignait dans la nuit de dimanche à lundi à Bujumbura n'a pas eu lieu. Pour le moment, on dirait que les gens sont plutôt pris par la peur que par le désir de vengeance. Durant la journée de lundi, la radio a continué à diffuser l'interview avec le porte-parole des militaires. On dit que les pourparlers entre le gouvernement réfugié à l'Ambassade de France et l'Armée continuent. On annonce une déclaration du Gouvernement.

A l'intérieur du pays, les massacres semblent continuer. On apprend par bribes ce qui s'est passé dans le Nord. On entend les commentaires des journalistes qui sont à la frontière Burundi-Rwanda : des récits tragiques.

Ici en ville, il y a un calme relatif. On apprend que dans les collines au dessus de Kiriri les Tuutsi se font systématiquement massacrer. Des réfugiés affluent à la maison des Jésuites à Kiriri (ce mardi matin, ils étaient une centaine). Nous apprenons avec certitude la mort de l'abbé Basile Samoya à Munanira, de deux autres abbés à Gitega. L'armée a tiré sur la population à Ruyigi (témoignage d'un Belge qui vient d'être évacué de là lundi); Maintenant, les Tuutsi de Ruyigi sont regroupés et sont protégés par environ 200 soldats. Mais tout autour la population est prête à attaquer et provoque l'armée pour qu'elle gaspille les munitions... Et après... ? Mon Dieu, espérons que les esprits se calment. Le Petit Séminaire de Dutwe est détruit.

Il y a, semble-t-il, des contacts entre le Ministre de la Défense Ch. Ntakeri et le Chef d'Etat Major qu'on dit proche des putschistes. Mais l'entretien n'a rien donné.

Plus loin, je parlerai des déclarations du Gouvernement (Mme Sylvie Kinigi et, plus particulièrement pour le Parti Sawahnya-Frodebu, M. Sylvestre Ntibunganya. Espérons que ces appels soient entendus, sinon, la folie va s'emparer de la population. Et le sang s'ajoutera au sang !

Donc Mme Sylvie Kinigi a fait une déclaration à la télévision hier soir (lundi vers 22,30 h).

Peuple Burundais,

Depuis quelques jours, notre pays connaît une situation sanglante grave qui a frôlé la catastrophe. Vous l'avez tous suivi à travers divers moyens de communication et beaucoup d'entre vous ont été témoins d'actes barbares qui ont suivi la tentative de putsch déclenchée dans la nuit du 20 au 21 octobre 93. Les ennemis du peuple et de la démocratie ont froidement assassiné Son Excellence le Président Melchior Ndadaye récemment porté à la Magistrature suprême à travers les élections libres et démocratiques. Les mêmes assassins ont également perpétré leurs crimes à l'endroit de certains de ses proches collaborateurs, notamment M. Pontien Karibwami, Président du Parlement; M. Gilles Bimazubute, Vice-Président du Parlement; M. Juvénal Ndayikeza, Ministre de l'Administration Territoriale et M. Richard Ndikumwami, Administrateur de la Documentation et de l'Immigration, l'épouse du Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, faute d'avoir pu mettre la main sur lui. Beaucoup d'autres personnes connues et moins bien connues ont péri dans les mêmes conditions. Des enquêtes ultérieures nous apporteront plus de lumière sur leur sort. Je saisis cette occasion pour me joindre à tous les Burundi en ce moment douloureux et exprimer au nom du gouvernement nos condoléances les plus émues à l'endroit des familles de son Excellence, le Président Melchior Ndadaye, de ses collaborateurs et de tous les Burundi qui ont perdu les leurs. Chers compatriotes, comme vous l'avez déjà appris, cette tragédie a été provoquée par quelques unités des forces armées ainsi que quelques civils assoiffés de pouvoir et d'argent. La communauté nationale et internationale a condamné cette sale besogne antidémocratique. Les conséquences de ce forfait vous sont connues : du sang versé inutilement dans le pays, des pleurs dans les familles, des frères et sœurs de ce pays qui s'entre-tuent, des pertes de filles et de fils de ce pays, des orphelins innocents, des morts et des blessés. Nos parents, nos frères et nos sœurs, nos amis ont pris le chemin de l'exil.

Chers compatriotes, mon gouvernement réitère la ferme condamnation de ces criminels dont les mobiles étaient de remettre en cause l'effort de réconciliation nationale et les acquis de la démocratie récemment acquise. Je promets personnellement que ces ennemis de la nation seront poursuivis et jugés et punis selon les lois en vigueur dans notre pays.

Peuple Burundais, l'assassinat de son Excellence le Président de la République Melchior Ndadaye a provoqué paniques et colères dans la population qui a commencé à s'entre-tuer pour des raisons politiques ou ethniques. Il y en a d'autres qui ont profité du chaos pour effectuer des règlements de compte à leurs voisins. Je lance un appel pressant à l'endroit de tout le monde pour qu'il songent à l'angoisse qui habite actuellement le cœur des orphelins, des parents et des réfugiés. J'en appelle particulièrement à ceux qui ont été entraînés par les auteurs de ces troubles de se ressaisir et d'œuvrer pour le rétablissement de la paix et de la tranquillité de la population. Je demande à tous ceux qui profitent du désordre pour perpétrer des actes aussi ignominieux d'y mettre fin. Je profite de l'occasion pour exprimer mes vifs remerciements envers la population qui, au lieu de suivre les putschistes et leurs complices se sont constitués plutôt en bloc pour que l'unité, la paix et la sécurité soient sauvegardées. Je les remercie pour avoir compris que les coupables n'étaient pas l'ethnie, la région ou le voisin. En ce moment de dure épreuve, le rétablissement de la sécurité dans le pays reste le souci majeur du gouvernement mis en place par le Président Melchior Ndadaye. C'est pour cela que nous lançons un appel aux membres de l'Assemblée Nationale d'aider le Gouvernement à apaiser la population et à ramener le calme dans le pays. Aux Gouverneurs de Province et aux Administrateurs des communes, aux Chefs des Zones, des Secteurs et des Collines, nous demandons de reprendre leurs fonctions dans les meilleurs délais, de se comporter en responsables et de se concerter avec la population sur la façon de rétablir l'ordre et la paix dans les différentes circonscriptions. Nous demandons particulièrement à tous ceux d'entre vous qui auraient agi sous le coup de la colère de se ressaisir et de travailler pour l'unité de tout le monde sans considération ethnique ou partisane. C'est par le respect des principes fondamentaux qui touchent au respect de la vie humaine que

vous aurez honoré la mémoire de notre regretté Président Melchior Ndadaye. Aux représentants des partis politiques agréés au Burundi, aux représentants des confessions religieuses et autres associations, nous sollicitons le concours dans le rétablissement du calme sur les collines afin d'épargner la vie des innocents. En attendant, le Gouvernement vient de prendre quelques mesures : la libre circulation des personnes et rétablie et le couvre-feu levé sur toute l'étendue du territoire national. Le rassemblement de plusieurs personnes est autorisé. Le Gouvernement ordonne le retour immédiat des militaires et des gendarmes dans leurs casernes. Ils ne peuvent en sortir que sur réquisition du Gouvernement ou d'autres institutions territoriales autorisées. Le Chef d'Etat Major de l'Armée et le Chef d'Etat de la Gendarmerie sont chargés de l'application de la présente mesure. Le Gouvernement demande à la population de se désolidariser de ceux qui ne songent qu'à verser du sang pour s'emparer du pouvoir.

Chers compatriotes, avant de terminer, je demande à tous et à chacun de garder le courage malgré les tristes événements qui viennent encore une fois de plus de secouer notre pays. La paix pourra être rétablie si chacun d'entre nous se surpasse, essaie d'oublier ses malheurs et si les uns et les autres se réconfortent mutuellement. Quant à moi, je voudrais vous rassurer que mon Gouvernement fera tout pour restaurer le calme et la paix dans le pays. En outre, le Gouvernement mènera une enquête et les coupables seront sanctionnés événement conformément à la loi, une fois que leur culpabilité sera établie. Je m'en voudrais de terminer sans exprimer au nom de mon Gouvernement, ma profonde gratitude à l'égard de la communauté internationale et en particulier les pays voisins pour le soutien qu'ils n'ont cessé de nous témoigner au cours de cette lourde épreuve... Je leur demanderais de maintenir et même d'accroître ce soutien afin que les institutions démocratiquement mises en place puissent continuer à fonctionner dans l'intérêt de la nation. Que Dieu nous aide à retrouver la paix au Burundi.

Mercredi 27/10/93 10 h - 15 h

Ensuite, au nom du parti Sahwanya Frodebu, le Ministre S. Ntibantunganya a fait la déclaration suivante.

Nous constatons d'abord avec peine et consternation le drame que vit en ce moment le peuple Burundais, le drame lui causé par des assoiffés de pouvoir qui ont cherché violemment à remettre en cause les décisions souveraines du peuple Burundais exprimées au cours des élections du 1^{er} et du 29 juin 93. Vous savez qu'au cours de ce "jeu" dramatique, le Président de la République, S. E. Melchior Ndadaye et plusieurs hauts cadres de la République (il les cite) ont perdu leur vie, assassinés sauvagement ; ceci dans la perspective de mettre fin à l'expérience démocratique dans lequel le peuple Burundais venait de s'engager depuis quelques mois. Le parti Sahwanya-Frodebu condamne avec énergie ce comportement d'un autre âge et demande que tous ceux qui ont pris partie prenante dans la conception et l'exécution de ce drame soient rigoureusement poursuivis par la loi Burundaise. Le Frodebu demande que ces armées au sein duquel ce drame a été conçu et s'est tissé reviennent loyalement et dans le respect de la loi démocratique aux institutions. Le Frodebu demande que les moyens et le pouvoir que le peuple a donné aux forces armées ne servent pas à écraser ce peuple, mais serve plutôt à défendre ce peuple et l'intégrité de ce pays. Le Frodebu réclame et exige que tous les moyens mis à la disposition de l'armée soient utilisés pour la sauvegarde de la quiétude, de la sécurité de tous les citoyens, sans distinction de qui que ce soit, ni ethnique, ni régionale, ni socio-professionnelle. Le militaire n'a pas de couleur politique, il n'a que la couleur nationale. Il faut que l'armée le comprenne. Comme aimait le dire le Président Melchior Ndadaye : on doit cohabiter, on doit co-exister ; on ne peut faire autrement. Je pense qu'il y a des leçons à tirer de l'histoire. Le Frodebu constate aussi que la situation, telle qu'elle est, a mis le Gouvernement en difficulté, à tel point, vous le constatez, qu'il est dans l'incapacité de travailler comme il faut. Le Gouvernement n'est pas en sécurité ; les institutions démocratiquement élues ne sont pas en sécurité. C'est pourquoi le Frodebu demande que le Gouvernement fasse une requête d'une force militaire étrangère qui viendrait protéger les institutions démocratiquement élues, et sauvegarder le Gouvernement afin que celui-ci s'attelle rapidement au redémarrage des institutions. Nous le demandons. Le Frodebu constate qu'il y a des dérapages qui ont suivi ce drame ; dérapages qui incombent en premier lieu à ceux qui ont pris l'initiative de ce drame. Mais le Frodebu est soucieux et respectueux des droits de l'homme comme feu Melchior Ndadaye l'enseignait bien, aussi bien aux militants du Frodebu qu'à tout le peuple Burundais. La vie d'un homme est sacrée. Chaque homme, qui qu'il soit, doit pouvoir la respecter. C'est pourquoi nous exhortons nos militants de ne pas céder à la

peine qui leur a été causée par les assassinats criminels qui ont été perpétrés par ces assoiffés de pouvoir, par ces sectaristes. Nous demandons aussi que l'armée de mène plus des actes de provocation envers la population, ne compromettent plus la sécurité de la population. Que l'armée accepte d'exécuter des missions lui confiées par le seul pouvoir légal qui a été institué le 10 juillet 93. Ce franc-parler est pour nous le prix de la démocratie.

Q : M. le Ministre, vous vivez à l'Ambassade de France. Quelle est la condition pour que vous sortiez de cette Ambassade ?

R. : La première condition est que nous nous sentions réellement en sécurité. Je vais vous parler franchement. Je ne vois pas comment moi, Ntibantunganya Sylvestre, je pourrais travailler sereinement, prétendument protégé par ceux-là même qui ont tiré hier sur, et tué même, mes amis politiques. Je ne vois pas comment je pourrais travailler sous la sécurité de ceux-là même qui ont tiré sur mon épouse alors qu'elle n'y était pour rien (NB : l'épouse du Ministre a été tuée à la maison au moment où on venait arrêter le Ministre). Je n'ai pas confiance je vous le dis. Il faut que cette confiance se ressoude. Et ici il faut être clair : en politique, il faut faire de la Realpolitik. Il ne faut pas chercher des faux-fuyants. Le Gouvernement a besoin d'une force militaire pour protéger les hommes et les femmes qui le composent, qui assurent la protection des institutions de la République du Burundi, qui assure la protection de la Radio et de la Télévision, car vous aussi, vous pouvez être la première cible de n'importe quel aventurier qui veut prendre le pouvoir par la force. C'est nécessaire donc d'avoir une force dans laquelle les gens ont confiance. J'ai l'impression que même au sein des forces armées Burundaises, on commence à comprendre cela.

Q. : La plupart des officiers semblent rejeter la responsabilités de ce putsch sur les sous-officiers et les hommes de troupe. Croyez-vous qu'il n'y pas des officiers supérieurs dans le putsch ?

R. : Attendons que ceux qui ont des informations nous les fournissent. Le Frodébu veut travailler dans la transparence. Nous sommes dans un Etat de droit, évidemment il y a des soupçons. Je voudrais que ces soupçons soient confirmés ou infirmés par une enquête. S'il y a des responsabilités au niveau des officiers supérieurs, il faudra revoir beaucoup de choses...

Q. : Votre Collègue, le Ministre Nyangoma a dressé une liste d'officiers et de civils qui seraient impliqués. Que diriez-vous de cette liste ?

R. Evidemment, il y a des noms qui sont cités. Mais le Ministre Nyangoma n'est pas le Procureur de la République. Il n'est pas non plus le Président de la Cour suprême ou d'une juridiction quelconque... Le Ministre Nyangoma a cité des noms qu'on entend ici et là.

Q. : Des certitudes ou des soupçons ?

R. : Mais je viens de vous le dire...

Il y a eu d'autres déclarations des évêques, des Ligues des droits de l'homme, de l'Ordre des Médecins, des partis politiques PP, RPB et PRP, des musulmans. Tous vont dans la ligne de la condamnation du putsch mais de l'impérieuse nécessité aussi de calmer le pays.

En effet, maintenant, le pays est à feu et à sang. La situation est vraiment à la limite. Dans le Nord, l'intensité des massacres a diminué ... mais il y a environ 330.000 réfugiés dans le Sud du Rwanda. Les secours commencent à s'organiser.

Mais pour le moment le plus grave c'est à Gitega. Plusieurs témoignages d'Européens évacués de l'intérieur sur Gitega par hélicoptère et ensuite par petit porteur jusque Bujumbura concordent. Les premiers jours, la population paysanne des environs s'est ruée sur la ville et a détruit pas mal de choses. sans doute il y a aussi eu des massacres de Tuutsi dans les environs de Gitega. En tous les cas le grand building de l'Iraz a été saccagé. Ensuite l'Armée s'est organisée. Beaucoup de Tuutsi ont fui vers la ville pour se mettre sous la protection de l'armée. celle-ci maintenant organise des expéditions punitives plus ou moins systématiques des Hutu à travers la ville... Il y a des témoignages de scènes horribles. Vraiment, on ne sait comment arrêter cela. On ne voit pour le moment personne qui peut calmer les soldats. Est-ce que cette folie meurtrière va se propager dans le pays ? à Bujumbura ? Personne ne peut prévoir. En ce mercredi soir, nous sommes vraiment au bord du gouffre. L'aérodrome est resté fermé aujourd'hui et sous contrôle des putschistes. Je ne pense pas que des avions internationaux ont atterri (notamment CamAir). Il semble que le délégué personnel de M. Boutros-Galli, James Jonah est arrivé aujourd'hui et est en pourparlers avec le Gouvernement (et les militaires ?). Le Conseil de Sécurité de l'ONU a fait une déclaration nette hier pour condamner le putsch et les massacres. En

fait il se fait l'écho de la réprobation internationale. (condamne le putsch, demande que les militaires réintègrent les casernes, que les coupables soient poursuivis; il rend hommage au Président Ndadaye). Pas un mot cependant sur une éventuelle intervention de forces armées étrangères. Le Président, en exercice de l'OUA, M. Mubarak a envoyé un délégué personnel à Kigali où se trouve aussi le Secrétaire Général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim. Il semble que le Burundi a sombré dans la folie et qu'il faut un traitement de choc pour arrêter les massacres. La guerre civile se généralise. Ce midi, dans les nouvelles internationales (RFI, RVI) on semblait dire que la situation serait en train de se régulariser. Je pense que cela est peut-être vrai pour Bujumbura mais qu'à l'intérieur du pays, la situation a totalement échappé aux autorités et peut-être même à l'armée. Ce sont les passions qui se déchaînent maintenant.

En ce soir du mercredi 27/10/93 nous sommes inquiets et angoissés devant l'avenir. Penser à l'après guerre civile est trop tôt mais ce sera très très dur de faire renaître l'amour et l'espoir dans le coeur des gens. Prions donc.

Mercredi 27/10/93 19 h

Il faut encore signaler que, hier soir, à la fin des nouvelles à la TV, le speaker a communiqué que l'on apprenait que MM Busokoza, Nigaba et Bucumi (complot du 2 juillet 93) chercheraient à quitter le pays... et il fait un appel à tous les responsables de les en empêcher (sic).

Voici maintenant le texte de quelques autres déclarations.

Les Evêques du Burundi (Catholiques et Protestants)

Le cri de l'Eglise en deuil avec son peuple.

C'est avec grande peine que nous avons appris le coup de force dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993 par le fait d'un groupe de militaires. Ce putsch a compromis gravement l'ordre dans le pays en arrêtant et en assassinant les plus hautes autorités du pays, et en déclenchant des tueries de beaucoup d'autres personnes dans le pays. Ce putsch a aussi exacerbé des sentiments de haine à caractère ethnique, politique et régional. A la suite de ce putsch, des populations en colère ont succombé à la tentation de se faire justice dans la vengeance, détruisant des biens et massacrant des personnes. La patrie est en deuil ; nos églises sont en deuil. Nous faisons nôtre le deuil des familles qui ont perdu les leurs. Nous prions pour le repos de leur âme avec la ferme espérance que l'effusion du sang innocent n'aura pas été vaine pour l'avenir de notre chère patrie. Nous condamnons énergiquement et sans réserve ce putsch qui remet gravement en cause l'expression de la volonté souveraine du peuple. Nous condamnons ce putsch, d'autant plus qu'il est le fait des agents de l'ordre qui normalement sont censés protéger la vie de la population. C'est pourquoi ce putsch est d'une gravité morale inqualifiable. Il n'est pas seulement contre la Constitution, mais aussi et surtout contre la loi de Dieu qui nous intime l'ordre : "Tu ne tueras point". Nous condamnons le désordre et la violence qui ont suivi le putsch. Nous condamnons également les exactions des militaires au sein de la population. Tous ces agissements sont la conséquence de l'endurcissement du coeur de l'homme et de son refus d'écouter la voix de Dieu. C'est pourquoi nous rappelons à la population et en premier lieu aux chrétiens que la vie humaine est sacrée. On ne peut y attenter sous aucun prétexte. Nous demandons que la Nation soit correctement informée sur les circonstances du putsch et sur le sort des personnes arrêtées. Nous exigeons que les corps des victimes soient rendus à la Nation et aux familles pour une sépulture digne et que, dès que possible, un deuil national soit observé comme l'impose la très haute dignité et le grand nombre de victimes. Mais le plus urgent dans l'immédiat est d'arrêter les massacres et la guerre civile. Nous soutenons les efforts des institutions démocratiques et légitimes en vue de reprendre courageusement l'exercice du pouvoir afin d'éviter un vide de pouvoir plus prolongé dont les conséquences sont déjà énormes. Nous demandons aux chrétiens et aux hommes de bonne volonté de vaincre le mal par le bien, de déposer immédiatement les armes, de ne pas tomber dans la passion et le désespoir, de faire preuve de plus de retenue et de maîtrise de soi, afin d'éviter la vengeance, les destructions et les pillages. Que l'engagement à la réconciliation soit la réponse unanime et ferme à la tentation de la haine et de la vengeance. C'est Jean-Paul II qui nous le dit dimanche dernier au moment de l'Angelus. Puisse le Seigneur nous aider à opérer une profonde conversion des coeurs, à vaincre la peur et la haine et avoir le courage d'un nouveau départ. Nous exprimons notre gratitude et notre encouragement à tous ceux qui, sur le plan nationale et sur le terrain, s'investissent à la recherche d'une solution à la

crise. Nous invitons les Eglises et les Pays amis du Burundi, spécialement les plus proches, à nous aider de sortir de la spirale de la violence et de ses causes. (signé par tous les évêques catholique et protestants du Burundi)

Déclaration des Ligues des-Droits de l'Homme ITEKA et SONERA

Mesdames Mesdemoiselles, Messieurs, ceci constitue un appel pressant des Ligues des Droits de l'Homme Iteka et Sonera sur les tueries en cours au Burundi. Dans la nuit du 20 au 21 octobre, une tentative de coup de force a été perpétrée par une partie de l'armée contre le pouvoir mis en place à la suite des élections de juin dernier. Cette tentative a coûté la vie au Chef de l'Armée Melchior Ndadaye, et à quelques-uns de ses collaborateurs. Dès le lendemain de cette tentative, des massacres à caractère politico-ethnique ont commencé à l'intérieur du pays. Dans plusieurs provinces, le pays est à feu et à sang. Des informations en notre possession font déjà état de plusieurs milliers de morts et de réfugiés. Suite à la condamnation rapide et unanime du coup de force par les forces politiques, les confessions religieuses et la société civile du Burundi; grâce aussi à la réprobation internationale, les putschistes ont dû renoncer à installer au Burundi un autre pouvoir. Ils ont accepté le retour à la légalité constitutionnelle. Considérant cette situation, les Ligues Iteka et Sonera renouvellent leur condamnation ferme du coup de force, condamnation qu'elles avaient déjà exprimée avec les partis politiques et les confessions religieuses et d'autres associations de la société civile. Les ligues considèrent que tout bras de fer entre les protagonistes dans la gestion de la crise actuelle, tout attentisme du Gouvernement, de l'administration, des forces de l'ordre sont coupables devant l'ampleur des massacres; demandent au Gouvernement de tout faire pour arrêter les massacres, c'est-à-dire d'adresser sans tarder et très régulièrement des messages radios sans ambiguïté, sans caractère partisan, en d'amener la population à arrêter les massacres; de donner des instructions aux responsables administratifs et aux forces de l'ordre afin de faire cesser les massacres; de mettre sur pied une cellule de crise afin de suivre de près la situation sur le terrain et trouver rapidement des solutions appropriées; demande à la population de sortir de la bestialité dans laquelle elle est engagée. S'entre-tuer est une pratique immorale et incompatible avec la démocratie; c'est déshonorer la mémoire du Président Ndadaye; demande enfin à la communauté internationale et en particulier aux Ligues des Droits de l'Homme de réprover aussi bien le coup de force que les massacres à caractère politico-ethnique dans lesquels les populations sont engagées maintenant et d'exiger des autorités légales du pays qu'elles s'engagent dans l'arrêt immédiat des massacres. Je vous remercie. (Bujumbura le 27/10/93)

Déclaration de l'Ordre des Médecins. (résumé)

- Description de l'ordre des Médecins : autorité morale, association professionnelle, non politique. Elle est responsable de la conduite à suivre par les médecins et les techniciens de santé en vue d'assurer les soins de la population.

pour le moment l'Ordre des médecins est profondément préoccupé par la situation des Burundais: aggravation de certaines maladies telles que la dysenterie bacillaire; violences actuelles à travers le pays; pénurie alimentaire; absence de moyens de communication; insécurité qui n'épargne pas les techniciens de la santé; nombreux morts et blessés; les structures de santé risquent d'être débordées. L'ordre des médecins constate et déplore l'absence d'un plan national de secours à la population, en rapport avec l'absence de l'autorité. L'ordre des médecins exhorte les membres du Gouvernement à prendre leurs responsabilités, en mettant comme priorité absolue le soin des millions d'hommes et de femmes et d'enfants qui leur ont fait confiance et qui sont maintenant abandonnés. Nous médecins du Burundi demandons à tous les médecins et techniciens de santé d'organiser des services d'urgence dans leurs secteurs respectifs. L'ordre des médecins rappelle ce qui suit: les médecins et techniciens de santé doivent soigner tous les malades et blessés sans tenir compte de leur appartenance politique, ethnique ou autre. Ils doivent sauver la vie et ne pas y porter atteinte ni inciter les autres à le faire. La vie humaine est sacrée. Nous demandons à toute la population d'aider les blessés à atteindre les centres de santé. Outre les mesures habituelles d'hygiène, il faut enterrer dignement nos morts...C'est un devoir d'humanité, c'est un devoir d'hygiène. L'ordre des médecins en appelle à tout le monde pour se ressaisir pour que la nation Burundaise ne sombre pas dans la barbarie. Suit un appel à la solidarité nationale et internationale.

Judi le 20/10/93 soir

Ce matin, le premier avion venant de l'étranger est arrivé à Bujumbura (Sabena). Plusieurs journalistes commencent maintenant à sillonner le pays.

A Bujumbura, la situation est calme mais on sent beaucoup de tension.

Ce matin, il y a eu une grande manifestation en ville réclamant la venue d'une force d'interposition étrangère (environ 2500 personnes). Une autre manifestation par contre (nettement moins nombreuse) rassemblait ceux qui sont contre l'intervention d'une force étrangère.

Toute la journée, le Délégué de M. Boutros-Galli, M. James Jonah a fait des consultations intenses avec le gouvernement. Il a rencontré aussi le Chef d'Etat Major Bikomagu. Le Gouvernement a renouvelé sa demande d'une force d'interposition étrangère pour sa protection et la protection des institutions fondamentales (p.ex. Parlement). Le Chef d'Etat Major reconnaît la légitimité du Gouvernement "en exil" et affirme que les militaires sont prêts à lui obéir... (ce n'est pas pour le moment ce que l'on voit à l'intérieur du pays).

Par contre, le Major L. Gekuriyo, Secrétaire d'Etat à la Sécurité est en tournée à l'intérieur du pays pour encourager les populations, pour rencontrer les Chefs militaires sur le terrain. Ainsi, jeudi il était à Kayanza et hier il était à Ngozi et Kirundo. A Kayanza, la population fait confiance au Commandant militaire et là, il semble que les choses se soient calmées. Hier, la Télévision a montré aussi des images de Kirundo. Il semble que les gens commencent à sortir de leur torpeur et de leur état de choc.

Pour le moment, il semble que, selon les différents comités HCR, Croix Rouge, MSF etc..., le nombre de réfugiés atteint environ 350.000 au Rwanda, entre 30.000 et 50.000 au Zaïre et entre 40.000 et 60.000 en Tanzanie. Cela fera donc bientôt presque un demi-million... La situation sanitaire de ces réfugiés est très précaire (dysenterie bacillaire, rougeole...); Les secours s'organisent maintenant surtout au Rwanda où on essaie d'installer les gens dans des camps plus ou moins définitifs.

A Gitega, l'Armée a "repris la situation en mains" ! Plusieurs témoins que je viens de rencontrer cet après-midi même (surtout 4 médecins espagnols qui sont arrivés à Bujumbura vers 16 h) racontent des scènes horribles et mettent en cause la loyauté de l'Armée qu'ils ont vu à l'oeuvre. Une chasse presque systématique aux responsables Hutu et Fodebu est organisée à Gitega. Le Commandant militaire est gravement accusé (ou se fait-il déborder par la troupe ?) Il y a environ 1500 personnes réfugiées à l'Archidiocèse (Tuutsi comme Hutu) mais la méfiance règne, même parmi ces réfugiés... Il y a beaucoup de morts et certains habitants ou résidents ont déjà fui très loin vers le Sud. Il faut dire que ceci est en fait la deuxième phase. Dans un premier temps les Hutu se sont vengés sur les Tuutsi qu'ils estimaient coupables au moins de complicité avec l'Armée : beaucoup de morts. Après l'Armée a réagi et tiré dans les populations : fuite et des milliers de réfugiés... Les harcèlements des deux côtés continuent : encore des morts... Beaucoup d'habitations sont détruites, des plantations incendiées. Dans certains endroits alors, les chasses "systématiques" s'organisent (des deux côtés) : p. ex. à Banga une centaine de Tuutsi ont été massacrés et brûlés par des Hutu (témoignage d'une soeur de Banga) ; à Gitega, des massacres systématiques de populations et surtout de responsables Hutu s'organisent et sont perpétrés. (témoignages de plusieurs expatriés revenant de là, e.a. des médecins, témoignages aussi des premiers journalistes qui ont pu aller jusque là, e.a. le correspondant de RFI)

Vendredi matin 29/10/93

Ce matin, les radios étrangères font rapport de ce que leurs journalistes ont vu hier : Certaines provinces du pays sont à feu et à sang, des réfugiés par milliers sur les routes et dans les pays voisins ; l'ambiguïté de la situation politique à Bujumbura, le calme relatif dans la capitale.

Il se confirme donc de plus en plus que, à l'intérieur, la situation est toujours très grave et non contrôlée... Les massacres entre populations continuent.

Hier soir cependant, on sentait au différentes déclarations que tous les responsables sont conscients qu'il faut tout faire pour arrêter l'hémorragie. Il y a eu d'abord une déclaration très équilibrée du Directeur de la Radio.

Ensuite il y a eu une déclaration du Fodebu, lue par M. Sylvestre Ntibantunganya que je reprends ici.

Déclaration n°2 du Parti Sawahnya-Frodebu .

Chers compatriotes, chers militants du Parti Sawahnya-Frodebu, amis du Burundi. Une semaine vient de se passer depuis que le Burundi a été entraîné dans un cycle de violence. Les premiers jours, nous tous, les Burundi, avons été comme foudroyés, touchés dans notre cœur. Beaucoup de citoyens sont morts. Tout le monde l'a vécu ou l'a entendu ; d'autres sont contraints à l'exil, soit externe, soit interne, depuis que des militaires ont pris la malheureuse, répréhensible et condamnable initiative de reprise en mains par la violence, du pouvoir. Ce comportement anti-démocratique a entraîné un engrenage de la violence dans le pays. Après l'ignoble assassinat du Président de la République, et beaucoup d'autres personnalités politiques de ce pays, certains de nos concitoyens ont cédé à la colère consécutive à la peine causée par cet assassinat et se sont adonnés de tueries de leurs voisins. Des vies humaines sont tombées, uniquement pour leur appartenance ethnique. Chers compatriotes, militants du Frodebu, amis du Burundi ; les tueries et la situation sociale malheureuse consécutive à l'engrenage de la violence, sont particulièrement inquiétantes. Si le peuple Burundais ne fait pas preuve d'un sursaut national, ce pays va droit à la catastrophe et peut se rayer de la carte. Le Chef de l'Etat, élu par une très forte majorité de la population, vient d'être assassiné par ceux-là même qui étaient chargés de veiller à son intégrité et à celle de toute la nation qu'il incarnait. D'autres élus de la nation et responsables du pays ont subi le même sort. Des milliers de nos concitoyens sont morts ; d'autres continuent à l'être sous le coup de la colère ; des centaines (sic !) ont fui le pays pour trouver refuge dans les pays voisins : le Rwanda, la Tanzanie, le Zaïre. D'autres sont tués par ceux-là même qui devaient les protéger, des militaires qui tournent l'arme que le peuple leur a donné contre ce même peuple. Pour le parti Sawahnya-Frodebu, il est grand temps que le peuple se ressaisisse, aborde ouvertement les problèmes afin de pouvoir sortir le pays du danger ultime qui le guette. La grande responsabilité de cette situation incombe fondamentalement aux artisans et soutiens de l'action violente enclenchée contre les responsables du pays et où une partie d'entre eux a perdu la vie. Il est malheureux qu'au lendemain des félicitations adressées à notre pays, pour avoir réussi le passage vers la démocratie, il y ait des Burundais qui cherchent à mettre fin à cette expérience. Les auteurs de cette action viennent de trahir la Nation Burundaise pour laquelle cette réussite de la transition démocratique qui avait fait non seulement la fierté du Burundi mais aussi de l'Afrique et de tout le monde démocratique est une sérieuse épreuve. Ces assoiffés de pouvoir sectaire viennent de faire reculer le pays. Le drame est donc que dès que les putschistes se sont rendus compte que certaines étapes de leur plan avaient échoué, ils ont commencé à tuer des personnes innocentes, sans aucun engagement dans la politique nationale. Il y a eu également des populations qui ont commencé à s'entre-tuer uniquement sur des bases ethniques. Il y a eu des Hutu qui ont cru venger le Président défunt, S.E. Melchior Ndadaye, en massacrant des populations ressortissant de l'ethnie Tutsi. Il y a des Tutsi, qui, convaincus que l'Armée était de leur côté, menacent des Hutu qu'ils font arrêter arbitrairement et conduisent même à la mort, d'autant plus que l'Armée elle-même s'en mêle souvent. Chers compatriotes, militants du parti Sawahnya-Frodebu, amis du Burundi. Le cycle de la violence et le calvaire que subit le peuple Burundais aujourd'hui, pourrait, s'il n'est pas rapidement maîtrisé, conduire à une menace mortelle pour le Burundi. En conséquence, le Parti Sawahnya-Frodebu déclare ce qui suit :

1. Nous demandons avec insistance au Gouvernement d'évaluer régulièrement si les décisions quant au cantonnement des forces armées dans les casernes sont respectées. Selon le parti Sawahnya-Frodebu les Forces armées ne devraient sortir de leurs casernes que sur réquisition explicite de l'autorité politique et administrative.
2. Nous demandons en conséquence au Gouvernement et à tous les citoyens Burundais d'explorer toutes les voies appropriées pour permettre à l'administration de reprendre en main la gestion des circonscriptions territoriales qui lui sont confiées.
3. Nous demandons avec insistance au Gouvernement de continuer à sensibiliser la communauté internationale et les amis du Burundi en vue d'envoyer dans notre pays une force de protection des personnalités politiques ; force qui assurerait aussi le soutien au redémarrage des institutions et ainsi d'aider à la restauration de la sécurité et de l'ordre démocratique au Burundi.
4. Nous demandons au Gouvernement d'informer régulièrement la population sur les opérations menées et les mesures qui ont été prises pour mettre aux arrêts les présumés coupables du drame qu'est en train de vivre le peuple Burundais.

5. Nous exhortons la population Burundaise, les Hutus comme les Tuutsi et les Twa, les civils comme les militaires, les commerçants, les écoliers, les élèves, les étudiants, bref, toute la communauté nationale, à se comporter avec discernement et responsabilité au cours de la situation actuelle et à ne plus céder au démon de la division ethnique et des tendances négatives au niveau de l'appartenance politique. Il y a des Tuutsi, qui, après l'assassinat du Président Ndadaye, jubilent et pensent que le chemin de la démocratie est plus que jamais miné. Il y a des Tuutsi qui tuent ou qui ont tué, comme il y a aussi des Hutu qui pensent qu'en s'adonnant à l'assassinat de populations Tuutsi, ils sont en train de venger la mort du Président Ndadaye. La mort de S. E. Melchior Ndadaye sera justement vengée si l'idéal démocratique et le respect des droits et de la liberté de la personne humaine, triomphent dans la gestion de ce pays. Nous voudrions rappeler à tous ces militaires qui tuent et à tous ceux qui s'entre-tuent, que la vie d'un homme est sacré et que, pour quelque raison que ce soit, personne n'a droit d'y porter atteinte. Que tous ceux qui aujourd'hui tuent, sachent qu'ils trahissent les idéaux de paix et de respect des droits de l'homme que défendait le Président Ndadaye.

6. Nous demandons à tous les partisans de la paix, du droit et de la liberté de se lever comme un seul homme et de faire face à tous ceux qui verbalement ou activement, handicapent toute voie qui mène à une véritable solution du mal Burundais.

7. Nous mettons aussi en garde les étrangers, qui malgré (pour beaucoup) le statut de réfugiés et sous couvert de l'acointance socio-ethnique de la réalité Burundaise, s'ingèrent délibérément dans les affaires Burundaises. Nous les invitons à faire preuve de neutralité comme le leur demande clairement la loi internationale.

8. Nous rappelons à tous nos compatriotes, notamment aux militants du Parti Sawahnya-Frodebu et aux amis du Burundi, que la gravité de la situation exige de chacun une démarche transparente et juste dans l'appréhension des difficultés que notre pays affronte et qu'il doit surmonter. Que les Burundi reprennent donc leurs forces et travaillent dans la sérénité et le Burundi vaincra. Ce n'est que de cette manière que le peuple Burundais avancera sur la voie de la démocratisation malgré les embûches que nous rencontrons. C'est ainsi que nous honorerons la mémoire de notre héros, celui qui vient de sacrifier sa vie pour la démocratie et les droits de l'homme, S.E. le Président Melchior Ndadaye.

(Bujumbura le 28/10/93)

Déclaration du Groupe Parlementaire UPRONA (lue par Adrien Sibomana)

Peuple Burundais, chers compatriotes,

Ainsi que vous l'avez appris, dans la nuit du 20 au 21 octobre 93, un groupe de quelques militaires a fait une tentative de putsch au cours de laquelle le Président de la République, S.E. Melchior Ndadaye, a été assassiné, ainsi que le Président de l'Assemblée Nationale, M. Pontien Karibwami et d'autres hauts dignitaires du pays. Cette situation a provoqué beaucoup de conséquences sur la vie de la Nation : des troubles, dans la plupart des régions du pays, beaucoup de personnes assassinés ou blessés ; beaucoup de maisons brûlées ; beaucoup de dégâts ; des routes coupées à cause de la colère et de la peur de la population. Il est devenu actuellement impossible de secourir les blessés et les déshérités. C'est pour toutes ces raisons que le groupe parlementaire Uprona donne les instructions suivantes :

1. Nous condamnons sans réserve cette tentative de putsch qui constitue un acte ignominieux pour notre pays.

2. Nous nous joignons aux militants du Frodebu, à toute la population du Burundi, et aux familles des victimes, pour déplorer l'assassinat du Président et des plus hauts responsables du pays.

3. Nous nous joignons également à tous les représentants du peuple, en particulier, ceux du groupe Frodebu, pour déplorer la disparition du Président et du Vice-Président de l'Assemblée Nationale lors de cette tentative de putsch.

4. Nous exigeons que le Président de la République, ainsi que ces collaborateurs, soient inhumés dans la dignité de leur rang.

5. Le groupe parlementaire Uprona exige que les auteurs de cette tentative de putsch soient poursuivis et qu'ils soient punis conformément à la loi de la République du Burundi.

6. Nous soutenons sans réserve que toutes ces hautes autorités, assassinés deviennent des héros nationaux.

7. Nous souhaitons que la catastrophe qui vient de s'abattre sur notre pays, invite les Burundais à la vigilance pour que pareille situation provoquée par les ennemis de la démocratie, ne se reproduise plus.

8. Nous demandons avec insistance aux dirigeants des partis politiques et des associations politiques et autres à éviter tout propos ou tout langage, qui pourrait entraîner des conflits ou des assassinats dus à l'appartenance à des ethnies ou à des partis différents.

9. Nous demandons aux militants du Parti Uprona, où qu'ils se trouvent dans les différentes régions du pays, à se joindre aux militants des autres partis pour ramener la sécurité et la concorde dans tout le pays.

10. Nous recommandons au Gouvernement de prendre les mesures suivantes :

- encadrer les responsables de l'administration du Territoire pour qu'ils rétablissent la tranquillité et la Paix dans toute les Régions du pays.

- lancer des messages à toute la population Hutu, Tuutsi, Twa pour qu'ils cohabitent ensemble, convaincus de l'idéal que personne ne gagne quand des massacres sont perpétrés dans le pays.

- ordonner aux responsables civils et militaires de veiller à arrêter les assassinats de personnes innocentes.

- donner des instructions aux responsables de l'Administration du Territoire pour qu'ils rendent praticables toutes les routes et pistes coupées pour que les équipes de secours puissent venir en aide à la population en souffrance dont les blessés.

- Permettre à l'Assemblée Nationale de se réunir dans les meilleurs délais et dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour qu'elle appuie le gouvernement dans ses efforts de pacifier le pays et de permettre le redémarrage du fonctionnement normal des institutions démocratiques élues par le peuple.

Pour terminer, le Groupe Parlementaire Uprona tient à souligner qu'il soutient sans réserve le Gouvernement ainsi que les autres institutions démocratiques mis en place par S.E. Melchior Ndadaye, dans leurs efforts pour maîtriser la crise que nous traversons. nous adressons enfin nos meilleurs vœux de paix au peuple Burundais. (Bujumbura le 28/10/93)

Le Parti I.I.B a fait aussi une déclaration lue par son Président, le Dr A. Rugambarara dont voici l'essentiel :

Un coup de force a été organisé contre le pouvoir en place et contre les institutions démocratiques. Il a coûté la vie au Président et à ses proches collaborateurs. Le pays est maintenant privé de toute direction et de tout pouvoir reconnu. Le pays est plongé dans l'anarchie. Des massacres spontanés ou / et organisés furent et sont perpétrés sur l'ensemble du Territoire national. Le Parti Inkinko condamne avec force cette tentative de remise en question du choix du peuple, tout recours à la violence, tout massacre ; demande que la lumière soit faite sur les responsabilités du coup de force, que les coupables soient poursuivis ; que les auteurs de massacres et de violences soient aussi poursuivis mais qu'on évite l'arbitraire et la vengeance ; demande à ses militants d'œuvrer pour que la coexistence pacifique et la paix reviennent ; exige qu'un honneur national soit rendu aux victimes et qu'une journée de deuil annuelle soit instaurée pour toutes les victimes mortes pour la patrie ; demande que la question ethnique couplée à celle de l'armée soit examinée sans complaisance et sans faux-fuyant.

De manière pratique, on devrait examiner l'instauration d'un service militaire obligatoire pour les jeunes gens, dans l'intérêt de toutes les couches de la population.

(Bujumbura le 28/10/93)

La fondation Rwagasore-Ngendandumwe a fait, elle aussi, une déclaration.

- Condamnation sévère du coup et de l'assassinat du Président et de ses collaborateurs.

- Appel à toutes les forces démocratiques afin de limiter les dégâts.

- Appel au Gouvernement pour prendre ses responsabilités.

- Appel à la population de ne pas céder à la vengeance sous peine de faire éclater la Nation Burundaise. (Bujumbura le 27/10/93)

Samedi le 30/10/93 après-midi.

La situation semble se rétablir, du moins à Bujumbura. Mais en même temps, on commence à recevoir des informations fiables de l'intérieur. Des gens reviennent, des fonctionnaires téléphonent ; des journalistes sont partis à l'intérieur et sont revenus ; il y a des témoignages et des déclarations de certains Gouverneurs qui ont déjà repris la situation en main ; il y a une communication importante de Mgr Ruhuna de Gitega.

Avant de relater cela et de donner les communications, nous avons appris de source sûre que la Coopération belge a fait venir de la Belgique un cercueil approprié, que l'on a déterré la dépouille du Président défunt, en présence d'un représentant de l'Ambassade Belge. Le Président avait été enterré fin de la semaine passée en présence de représentants de la Croix-Rouge par des militaires. La dépouille mortelle du Président a été mise dans ce cercueil en vue d'obsèques nationales qui auront certainement lieu dans les prochains jours. Je n'ai pas d'informations sur les dépouilles mortelles des autres victimes.

Hier, vendredi, le Ministre de la Communication a fait une déclaration à la Télévision où il met en garde notamment les étrangers (les Rwandais). Leur statut de réfugié politique leur interdit de prendre partie dans le conflit actuel.

Cette communication est pour le moins ambiguë à mon avis car tout observateur neutre voit que les Rwandais présents à Bujumbura ont peur ; certains ont été menacés et se sont regroupés dans certains quartiers de la ville. Je n'ai cependant pas connaissance qu'il y aurait des victimes parmi eux. Il est évident qu'ils se trouvent dans une situation très délicate.

De Ngozi, un ami a reçu un coup de téléphone du Vicaire Général du diocèse. Il confirme que la situation redevient un peu plus calme. Cependant, beaucoup de gens ont fui là-bas. Il est impossible de faire un bilan même provisoire des morts et des dégâts.

A Kayanza, la situation qui s'était déjà calmé hier, continue à se stabiliser.

A Kirundo, M. Lazare Gakoriyo, Secrétaire d'Etat à la Sécurité intérieure est allé : nous avons pu constater que le Gouverneur et ses deux conseillers étaient sur place (un des deux conseillers, M. Melchior Simbaruhije, était, jusqu'il y a un mois environ, professeur au Lycée du St Esprit).

A Gitega-ville cependant et même dans toute la province de Gitega, dans certaines communes de Muramvya, vers le Sud et l'Est (Rutana, Ruyigi) la situation est encore fort floue.

Une équipe composée de trois journalistes belges (radio, télévision, presse écrite) et du personnel technique est allée toute la journée de vendredi à l'intérieur : route vers Bugarama-Gitega avec plusieurs arrêts en route (e.a. à Kibimba), contacts et reportage à Gitega-ville ; survol par hélicoptère de l'Armée d'une région triangulaire de 50 km de côté direction Ruyigi, ensuite Rutana, ensuite retour sur Gitega. Visite de quelques localités autour de Gitega. Leur témoignage : Jusque Bugarama, il n'y a aucune trace de violence ou de destruction. Après Bugarama, vers Muramvya et plus loin, traces de destructions, maisons brûlées. Arrêt à Kibimba. Près d'une station d'essence découverte d'une maison où des cadavres carbonisés gisaient encore (sans doute depuis au moins 3 à 4 jours). des gens ont été enfermés là et brûlés vifs. (Environ 22 cadavres). Les journalistes ne sont pas allés jusqu'au Lycée et se demandent si la scène rapporté par le responsable de la Croix-Rouge il y a quelques jours n'est pas celle qu'ils viennent de voir. Un peu plus loin ils ont vu encore une dizaine de cadavres : un vieux assassiné dans sa maison, d'autres cadavres dehors, une momie avec deux enfants. Ils ont vu un jeune homme armé d'une machette qui est sorti de sa cachette et ils ont pu échanger quelques paroles avec lui... " C'est mon père qui est mort là à l'intérieur et là, c'est ma soeur avec ses enfants" ... Manifestement ces meurtres venaient d'être commis la veille. Plus loin, en traversant Giheta, " nous avons senti l'odeur de cadavres durant plusieurs centaines de mètres. L'atmosphère était lugubre : maisons détruites et brûlées ; personne sur les routes et les places... De temps en temps, on voit de loin une personne qui fuit ne sachant sans doute pas qui est dans ce véhicule". Arrivés à Gitega, quelques-uns sont allés faire le tour en hélicoptère (les cameramen) : dans tout le triangle Gitega-Ruyigi-Bukirasazi il y a énormément de dégâts : collines noires, maisons détruites ; bananeraies et champs ravagés. Manifestement il y a encore des réglemens en cours car on voit des maisons qui fument encore, on voit de temps en temps un cadavre, on voit des gens en fuite ; un moment ils ont cru apercevoir des personnes qui faisaient manifestement la chasse (e. a. quelqu'un sur une petite moto ; le pilote est descendu jusqu'à moins de 10 m au dessus de cet individu). l'autre groupe a découvert beaucoup de dégâts à

Gitega et autour. En sortant de Gitega, à moins d'un kilomètre, un cadavre se trouvait sur la route (balle dans la nuque). Au retour, ils ont remarqué que le cadavre a été jeté dans la rigole à côté de la route.

Positivement, ils ont témoigné avoir rencontré plusieurs responsables militaires qui veulent reprendre la situation en main. Ils ont notamment voyagé en compagnie d'un jeune gradé qui allait à Ruyigi pour prendre le commandement là-bas.

Ils sont cependant choqués de l'intensité des "combats" et de la gravité de la guerre civile. Ils avaient déjà été dans le Nord (à partir de Butare où ils ont séjourné quelques jours) ; là aussi ils ont été témoins de scènes horribles (villages, petites concentrations de maisons complètement abandonnées : à Ibuye notamment (Nord de Kayanza) où ils ont juste trouvé une vieille femme et deux enfants et le cadavre d'une jeune femme qui venait d'être assassinée.

A Bujumbura, la vie reprend. Hier vendredi, il y avait des manifestations, mais plusieurs magasins ont ouvert ainsi que les banques. On a appelé les gens au travail, surtout les services vitaux (approvisionnement, banques, administration des ministères etc...) pour que le pays ne se paralyse pas.

Aujourd'hui, samedi, les marchés semblent déjà reprendre mais il y a beaucoup de petit banditisme autour des magasins et des marchés.

Le Frodebu annonce une grande manifestation pour demain dimanche.

On ne parle pas encore de rouvrir les écoles.

Autre signe encourageant : 5 Ministres et 2 Parlementaires sont partis à l'intérieur pour calmer les gens. Donc, la période de la torpeur semble finir.

Dans les cités il y a beaucoup de méfiance mais pas d'affrontements. Mais je pense que les gens ne dorment pas beaucoup. Je voudrais avoir quelques témoignages des gens de la cité. Les "déplacés" (dans les montagnes, dans les communautés religieuses etc.) commencent à rentrer chez eux.

Dans plusieurs ministères, on a travaillé hier après-midi et ce matin....

Voici encore quelques déclarations ou communications officielles.

1) Selon des déclarations des responsables HCR et PAM Kigali, le nombre des réfugiés était, le jeudi 26/10 de l'ordre de 275.000, principalement des femmes et des enfants. Les secours s'organisent et selon le responsable PAM, mardi et mercredi des vivres étaient déjà distribués (trois camions gros-porteurs). Des tentes et du matériel médical vient de Belgique, de France et des centrales au Rwanda. Des équipes médicales commencent à sillonner les camps. Des camps définitifs sont en passe d'être installés.

2) Selon une responsable Belge de la C-R, le 29/10, le nombre de réfugiés atteint 330.000 personnes dans le Sud du Rwanda. Il y a des situations dramatiques. La nourriture est déjà à Butare. Le problème c'est la distribution. Autour de Butare, la situation est très dure : 200.000 réfugiés. Des menaces d'épidémie (dysenterie bacillaire).

3) Il y a quelques jours, le 1^{er} Ministre Rwandais a déclaré que l'Armée Rwandaise n'interviendra pas au Burundi. dans le contexte politico-ethnique actuel, cela est impensable. Et d'ailleurs, Le Rwanda n'a pas les moyens d'intervenir.

4) Le 26/10 à la BBC le Prof. Reyntjens a déclaré que l'attentisme des pays comme la Belgique et la France (les deux bailleurs de fonds bilatéraux les plus importants) est en passe de devenir criminelle... "La communauté internationale est complice de génocide aussi bien envers les Tutsi qu'envers les Hutu. Je crains fort qu'à la fin, on comptera essentiellement des cadavres."

5) Après une semaine, selon les observateurs étrangers, il n'y a toujours pas de clarté sur l'identité des putschistes ! Les Ministres sont toujours à l'ambassade de France. Le Ministre Ntibantunganya déclare à RFI le jeudi 28/10 qu'on ne voit pas encore clair dans les culpabilités de certains militaires et que la situation dans l'armée reste assez floue. Il dit "les loyalistes, on les voit dans leurs actes, pas dans leurs paroles. Jusque maintenant l'armée n'a pas encore arrêté des putschistes ou ne nous a pas donné des noms des coupables ... Depuis les résultats des élections, nous avons entendu à plusieurs reprises les coups de botte des militaires"... Sur la culpabilité de Ngeze, il ne se prononce pas clairement. Il pense que le cerveau du coup d'Etat est ailleurs. Il cite les noms de Busokoza, de Nigaba, de Bucumi...

Il déplore profondément les massacres et avant tout l'assassinat du Président. Il est très peiné par tout ce qui se passe maintenant.

6) La déclaration du Directeur de la Radio dont il a été question plus haut, dénonce essentiellement "le cancer qui ronge le peuple Burundais depuis de nombreuses années". Ce n'est peut-être pas d'abord et uniquement la question ethnique, mais surtout l'incompétence et la médiocrité des cadres aux appétits insatiables qui ont formé comme une caste et qui ne peuvent supporter la concurrence... Notre maladie vient finalement d'une fausse conception du pouvoir. Les putschistes de tous bords veulent se servir du pouvoir pour monopoliser l'avoir et le savoir. Or le véritable pouvoir se met au service du peuple. L'Etat de droit, c'est que chacun participe à la gestion de la chose publique selon ses compétences et à égalité de chances.

7) Le jeudi 28/10, sur RFI l'historien J-P Chrétien dénonce les massacres des Tutsi principalement. Il dit qu'il y a 20 ans il a dénoncé de la même manière les massacres de Hutu et qu'il n'a pas été écouté... Il lui semble qu'aujourd'hui il en est de même

Il regrette que certains responsables Burundais ont parlé de coup d'Etat Tutsi..., globalisant d'emblée le problème (p.ex. E. Kabushemeye du RPB et ministre de l'Energie) Il dénonce violemment les propos de radio Rwanda qui attisent la haine ethnique et en appelle à la vengeance. Il dénonce l'idéologie Palipehutu qu'il semble deviner derrière certains propos et certains agissements.

8) Le jeudi 28/10 la France annonce la reprise immédiate de sa coopération avec le Burundi. Les assistants techniques déjà sur place doivent étudier un dispositif de sécurité pour le Gouvernement légal en s'appuyant sur les forces loyalistes. D'autres coopérants sont annoncés, notamment des spécialistes en communications.

9) Jeudi 28/10. Après la visite de James Jonah, représentant de l'ONU, le gouvernement révèle qu'une centaine de soldats seraient éventuellement accordée. RFI interviewe J.M. Ngendahayo, porte-parole du Gouvernement. Il parle de l'Armée. "Il y a encore des tensions ; il y a sans doute une majorité qui est pour l'action du Gouvernement et une autre aile qui est en réalité manipulée par les putschistes, indécrottable et qui reste sur des positions anachroniques. A l'intérieur du Pays, c'est beaucoup plus grave. En réalité, à Bujumbura les putschistes ont fait une repli stratégique pour montrer patte blanche aux missions diplomatiques et déclarer partout qu'ils sont pour le retour à la légalité. Et puis à l'intérieur du pays c'est le massacre ; on utilise des armes, des autos blindées, des hélicoptères. Parfois même, l'armée utilise des populations pour massacrer d'autres populations...". Le Gouvernement reste à l'Ambassade de France. Pourquoi ? Réponse de J.M. Ngendahayo : "Evidemment ; l'armée continue à tuer ; elle n'obéit pas aux ordres du Gouvernement. En réalité, qu'est-ce qui a changé depuis l'assassinat du Président de la République et des autres dignitaires, pour qu'on puisse dire aujourd'hui : on peut reprendre le travail tranquillement ? Qu'est-ce qui a changé ? Nous avons donc demandé au représentant de l'ONU de nous venir en aide pour protéger les institutions... sous peine de se voir accusé un jour de 'non-assistance à pays en danger'".

10) Le même 28/10, un sommet réunit à Kigali le Secrétaire Général de l'OUA, un représentant de M. Moubarak, les présidents de la Tanzanie et du Rwanda et le Premier Ministre Zaïrois. Ils examinent la situation. Ils sont en principe d'accord pour une intervention militaire. Ils appellent l'Armée Burundaise à rentrer dans les casernes. Le Secrétaire Général de l'OUA, M. Salim A. Salim viendra à Bujumbura. Il a déclaré que cette force de "stabilisation" n'aura aucun rôle offensif et qu'elle pourrait être mise sur pied assez rapidement.

11) Résumé de l'interview de l'ex-Président du Mali, Amadou Toumani Touré (il était venu au Burundi au début de l'année pour un séminaire sur "l'Armée et la Démocratisation en Afrique"
- Le problème du Burundi est complexe. Depuis le début du Coup d'Etat, nous n'avons pas des informations fiables. Nous savons que c'est l'Armée, mais nous ne savons pas qui sont ces militaires, combien ils sont, ni qui est leur chef.

Q. : C'est l'Armée tout de même...

R. : L'Armée n'est qu'un moyen, un instrument.

Q. : Mais en Afrique, elle a le pouvoir et depuis de longues années...

R. : Pas partout. Il y a des civils aussi. Il y a des bons militaires et des mauvais comme il y a des bons civils et des mauvais.

Q. : L'Armée doit être d'abord dans les casernes ?

R. : Oui, elle doit être d'abord dans les casernes. Mais souvent, l'Armée est une structure bien organisée, disciplinée, cohérente. Les civils qui gèrent le pouvoir le font souvent mal. Alors, l'Armée est tentée d'intervenir. Je vous donne un exemple : pendant de longues années, il n'y avait pas moyen de sortir un Président en Afrique... Aucune disposition constitutionnelle n'était prévue pour déposer un Président. Ils ne démissionnent pas ; ils ne sont pas à la hauteur... Alors